

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 septembre 2025

Et si c'était la bonne voie ? Quelle stratégie pour renouer avec la révolution socialiste internationale ?

Italie : 500 000 manifestants et une première journée de grève massive contre le génocide à Gaza - revolutionpermanente.fr 22 septembre 2025

J-C - " *De façon tout à fait exceptionnelle dans l'histoire récente du pays, fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue avec des mots d'ordre politiques, sur des questions qui dépassent la question économique et les négociations syndicales.*"

Les organisateurs n'en reviennent pas eux-mêmes !

C'est la marche à suivre pour abattre les institutions nationales au service du capitalisme, de l'impérialisme, du colonialisme, de la guerre, pour avancer vers le socialisme. C'est la stratégie politique que j'avais soumise à mes lecteurs il y a déjà quelques années, et qui n'a intéressé personne.

J'expliquais que les prochaines mobilisations révolutionnaires pourraient bien être politiques avant tout ou débiteraient à partir de revendications politiques, avec toujours des revendications sociales importantes, cela va de soi avec la régression sociale en cours depuis des décennies. Pourquoi ? Parce que les conditions sociales de la majorité des masses ne sont pas aussi misérables qu'autrefois, par conséquent, elles vont se focaliser sur ce qui les stresse, les angoisse au quotidien, leur pourrit la vie, l'oppression permanente qu'elles ressentent à juste titre, qui s'accroît et dont elles veulent se débarrasser à tout prix un moment donné, d'un coup, ce qui ouvre la voie à un soulèvement révolutionnaire, ce qui pour beaucoup de militants est inespéré, pas pour moi qui y avais toujours cru.

Reste à capitaliser ou à transformer cela sur le plan politique et en termes organisationnels, à moins qu'on préfère passer à côté de cette formidable occasion que nous offrent le génocide des Palestiniens et la guerre de l'OTAN contre la Russie et ses alliés, parce qu'on n'y avait pas pensé ou les faits nous infligent un cinglant démenti, cela arrive à tout le monde de se tromper ou d'avoir un moment de faiblesse, de douter de tout. L'essentiel, c'est de se relever ou de répondre présent quand l'occasion se présente pour donner le meilleur de soi.

Sur l'USB que je ne connaissais pas.

Le Syndicat de base (USB) est un syndicat italien fondé à Rome le 23 mai 2010. L'USB est née de la fusion entre l'Intercategorial SdL et la RdB (féfé en CUB). Avec environ 250 000 membres issus d'organisations fondatrices. Sur le plan international, il est affilié à la Fédération des syndicats mondiaux.

Le syndicat italien Unione Sindacale di Base (USB) est connu pour sa tendance politique plutôt radicale et militante. Fondé en 2008, l'USB se positionne à gauche de l'échiquier politique, souvent en opposition aux syndicats plus traditionnels comme la CGIL, CISL et UIL.

J'ignore quelle est sa tendance politique, peu importe ici. Fin.

revolutionpermanente - Ports, gares, écoles et usines bloqués : en Italie, la première journée de grève nationale appelée par l'USB et les dockers de Gênes a été bien suivie. Plus de 100 000 personnes ont marché à Rome tandis que la grève a été particulièrement réussie dans les transports. Un exemple que doit suivre le mouvement ouvrier en France pour lutter contre le génocide.

Italie, 22 septembre. L'appel « Bloquons tout » à une journée de grève nationale pour la Palestine a été très suivi. L'initiative, lancée par le syndicat de base USB et les dockers du CALP à la suite de l'assemblée citoyenne du 11 septembre à Gênes, a, de façon tout à fait exceptionnelle dans l'histoire récente du pays, fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue avec des mots d'ordre politiques, sur des questions qui dépassent la question économique et les négociations syndicales. D'après l'USB, « *tous les principaux ports d'Italie ont été bloqués, ainsi que 90 % des transports publics et 50 % des chemins de fer* », faisant de ce premier jour de grève massive une journée très réussie.

De la solidarité avec la « *Global Sumud Flotilla* », contre laquelle Israël a menacé d'appliquer des mesures antiterroristes, à la rupture des accords militaires avec l'État colonial, en passant par le rejet de l'économie de guerre et le soutien inconditionnel à la cause palestinienne, les revendications du mouvement qui secoue aujourd'hui le Palazzo Chigi ont pu s'enraciner dans toute la péninsule et témoignent d'une politisation large, à tel point que des employés du Vatican se sont même mis en grève.

En témoigne la participation massive pour une journée de lutte dont le grand absent était la CGIL, la principale confédération syndicale du pays, qui a décidé à la hâte de convoquer une autre date pour tenter de ramener le mouvement naissant dans un cadre institutionnel tout en le divisant. Une manœuvre bureaucratique qui a échoué. En effet, la grève du 22 septembre s'est étendue à plus de 80 villes, tandis que plus de 70 places ont été investies par les manifestants : non seulement dans les principales métropoles – Milan, Rome, Naples, Bologne, Palerme – mais aussi dans des villes petites et moyennes villes portuaires, où les travailleurs ont bloqué les ports de Gênes, Piombino, Trieste, Livourne, Ravenne, Salerne et Ancône.

À Gênes, le cortège principal s'est rassemblé directement devant le port, en bloquant les deux entrées, tandis qu'à Livourne, le collectif GAP, qui tenait un piquet depuis 6 h du matin, annoncé une nouvelle mobilisation, le 24 septembre, contre l'arrivée d'une cargaison d'armes israéliennes. La même chose s'est produite à Ravenne, où deux conteneurs destinés à Israël ont déjà été bloqués ces derniers jours. À Venise, des milliers de manifestants ont convergé vers le blocage du port de Marghera. L'A1, l'une des principales autoroutes du pays, a été bloquée pendant quelques heures à hauteur de Florence, tandis qu'un cortège a défilé sur l'autoroute Florence-Pise-Livourne, paralysant le trafic à partir de la jonction près de l'aéroport.

Les pompiers se sont joints au mouvement pendant une grève de quatre heures, tandis que dans le secteur de la santé, les personnels étaient en grève dès la première équipe du matin. De même, l'édition de 12 heures du journal télévisé de TG3 n'a pas été diffusée en raison de la grève des

techniciens de plateau, tandis que la rédaction elle-même a fait savoir que les journalistes étaient solidaires de la lutte mais qu'ils travailleraient pour assurer la couverture médiatique.

Dans le secteur ferroviaire, les travailleurs des trois principales compagnies opérant dans le pays – Trenitalia, Italo et Trenord – se sont joints à la grève, qui a débuté le dimanche 21 à minuit et va durer jusqu'à lundi 23h. À Naples et à Turin, les gares centrales ont été bloquées, tandis qu'à Milan, la mobilisation a également touché les bus, les trams et le métro, et même le secteur des taxis s'est joint à l'initiative ; dans toute la région, il y a des retards de plus de deux heures. À la gare Termini de Rome, tous les trains ont été annulés et le bâtiment a été fermé de crainte que les manifestants mobilisés devant les portes ne l'occupent. Matteo Salvini, l'actuel ministre des Infrastructures et des Transports, qui avait déjà fait des déclarations alarmantes à ce sujet dans le passé, a souligné une fois de plus la nécessité de « *réviser la législation actuelle* », c'est-à-dire une tentative de réprimer le droit de grève des travailleurs.

En ce qui concerne les écoles, l'adhésion à la grève a été, selon l'USB, « *supérieure aux attentes, jusqu'à 70 % dans certaines villes* » : les syndicats du secteur ont mobilisé les écoles publiques et privées de tous les niveaux. Les universités de Turin, Naples, Bari, Milan, Gênes, Lecce et Bologne, entre autres, ont également été bloquées pour exiger la rupture des accords avec Israël. À Rome, plus d'un millier d'étudiants ont occupé les trois entrées de la cité universitaire de la Sapienza. Deux cortèges d'étudiants sont partis du campus pour rejoindre la manifestation principale, qui a compté plus de 100 000 personnes.

À Bari, le cortège pro-palestinien est arrivé devant le consulat israélien, devant lequel des policiers en tenue anti-émeute étaient déployés, aux cris de « *Meurtriers* » et « *Israël fasciste, État terroriste* », tandis qu'à Milan des drapeaux américains, européens et israéliens ont été brûlés devant le consulat américain ; à Naples, les portraits de Netanyahou et de la présidente Giorgia Meloni ont subi le même sort, signe que le niveau de conflictualité et la colère envers les dirigeants politiques nationaux est élevé.

Ce fut une journée de lutte qui a redonné espoir à toute cette partie de la population qui rejette la complicité de la classe politique italienne avec le génocide en cours, et qui aujourd'hui a pu relever la tête, en dépit de l'invisibilité médiatique et de la répression politique subies par le mouvement pro-palestinien. Cette première journée de mobilisation constitue un point d'appui important pour élargir le mouvement. La paralysie des transports et d'autres secteurs témoignent de la force de frappe du mouvement ouvrier et de son rôle fondamental dans la lutte contre le génocide.

Alors qu'Israël a lancé une nouvelle invasion de Rafah et que Trump avance dans les préparatifs pour mettre en œuvre son plan génocidaire, il devient impératif de construire une grève générale politique, en Italie comme ailleurs, une alternative politique révolutionnaire à la hauteur de la situation historique. À Gênes, le syndicat de base USB discute déjà de la suite à donner : la proposition est celle d'un embargo économique total contre Israël, mais ce n'est qu'un début. La mobilisation du mouvement ouvrier italien a tout d'un appel auquel les travailleurs français doivent répondre.

Alors que Macron tente de sauver moralement l'État français et ses alliés impérialistes, complices du génocide, en reconnaissant l'État de Palestine, alors même que la France continue de laisser passer les armes en direction d'Israël, nous ne pouvons avoir aucune illusion dans les manœuvres diplomatiques de l'impérialisme français. Les initiatives prises par la CGT, qui a appelé à une journée de mobilisation, ce dimanche, sont totalement insuffisantes face à la gravité de la situation. Ce n'est pas avec des appels abstraits à la paix et en s'appuyant sur l'ONU ou la solution à deux États que le cauchemar des Palestiniens prendra fin mais bien en privant Israël du soutien de ses

alliés impérialistes par les méthodes de la lutte des classes et de la grève. Les directions syndicales doivent rompre avec leur passivité et jeter les forces du mouvement ouvrier dans la bataille.

https://www.corriere.it/economia/lavoro/diretta-live/25_settembre_22/sciopero-oggi-le-notizie-in-diretta-l-italia-si-ferma-per-gaza-con-blocchiamo-tutto-dai-trasporti-alla-scuola-i-disagi.shtml

Epilogue.

Grève pour Gaza : le mouvement ouvrier italien montre la voie à suivre pour arrêter le génocide - revolutionpermanente.fr 24 septembre 2025

Extraits.

Ce 22 septembre restera mémorable pour la très vaste participation aux mobilisations en solidarité avec la Palestine dans toutes les villes italiennes et comme le début de la recomposition subjective du mouvement ouvrier italien. Une marche plus que jamais à suivre et à généraliser pour mettre fin au génocide en Palestine.

La CGIL, le plus grand syndicat du pays, s'est dite « *prête à proclamer sans délai une grève générale en cas de nouvelles attaques, blocages ou saisies de bateaux ou de matériel* » avec la CISL et la UIL et a appelé à un grand rassemblement à Rome.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le port de Livourne est bloqué par des manifestants pour empêcher l'accostage du navire américain Severn, lié à la logistique militaire israélienne, tandis que les universités de Bologne, la Sapienza et Florence sont actuellement occupées. Des rassemblements sont appelés dans tout le pays, ce soir et demain, pour soutenir la flottille contre les attaques d'Israël, comme à Florence où un rassemblement spontané a réuni des milliers de personnes.

Depuis, les événements s'accroissent dans tout le pays et le mouvement de solidarité avec la Palestine touche les lycées, les universités et la base des principales organisations syndicales. À Milan, 400 personnes étaient réunies devant la prison pour mineurs Cesare Beccaria pour soutenir les nombreux jeunes arrêtés lors de la manifestation de lundi. Le secteur de la culture est également entré dans la bataille avec une action symbolique, ce mercredi soir, à la Scala de Milan : à la fin d'une représentation, le danseur Roberto Bolle, l'ensemble du ballet et de l'orchestre sont montés sur scène, drapeau palestinien à la main, tandis que le mot d'ordre « *Stop the Genocide* » était projeté au-dessus de la scène, sous les applaudissements de la salle.

Ces 26 et 27 septembre, le CALP et l'USB tiendront un grand meeting à Gênes qui rassemblera des délégations de dockers de plusieurs pays afin de discuter des possibilités d'internationalisation de la grève pour lutter contre le génocide. Le 4 octobre, une journée nationale de soutien à la Palestine est organisée dans tout le pays. Si la dynamique se poursuit, le plan initial prévu par les organisations syndicales pourrait être dépassé par la solidarité qui s'exprime dans tout le pays. Un phénomène nouveau où le mouvement ouvrier et la jeunesse italienne reprennent confiance après des décennies de défaites et de politiques austéritaires et autoritaires menées par toutes les ailes du régime, après avoir été trahis par la social-démocratie et le stalinisme dans les années 70 puis écrasés sous le poids des bureaucraties confédérales.

Dans le sillage des manifestations de 2024, cette dynamique est extrêmement encourageante et représente un obstacle social considérable sur le chemin de Meloni et de l'extrême droite italienne qui soutient inconditionnellement leurs homologues israéliens depuis le début du génocide. Le parti

de Meloni, Fratelli d'Italia, est officiellement lié au Likoud israélien et la présidente du Conseil a condamné l'initiative hypocrite d'Emmanuel Macron et réaffirmé son soutien à Israël. Au-delà de Gaza, le spectre d'une grève générale constitue un problème de taille pour le gouvernement qui, à coup de décrets-lois et d'autres mesures antidémocratiques, aspire à imposer une austérité de masse pour financer le réarmement. Il s'agit d'une démonstration sans précédent depuis le début du génocide à Gaza : le mouvement ouvrier entre dans la danse, en confrontation directe avec un gouvernement d'extrême droite, et montre que la classe ouvrière peut jouer un rôle central pour arrêter le génocide.

Les dockers de Gênes n'ont jamais été étrangers à la lutte des classes. C'est même dans le port de cette ville italienne que se jouèrent certaines des démonstrations de solidarité internationalistes les plus importantes de l'histoire de notre classe, de l'aide envoyée aux Soviétiques après la révolution de 1917 à celle transmise aux Viêt-Cong dans leur guerre contre l'impérialisme étasunien. Cette fois, ils ouvrent un nouveau chemin pour Gaza. Et rappellent aux yeux de tous la centralité du mouvement ouvrier dans la lutte contre le génocide, non seulement parce qu'il peut s'attaquer aux profits du camp génocidaire, mais aussi parce que cette place stratégique lui permet de mobiliser par centaines de milliers.

Quelques leçons et perspectives

La dynamique de ces derniers jours est une démonstration contre tous ceux qui voudraient nous faire croire que le combat contre l'extrême droite passe d'abord et seulement par la lutte pour la défense des questions purement économiques ou nationales. La plus importante mobilisation de ces dernières années en Italie est en cours pour la Palestine. Face aux tendances militaristes et à « *l'internationale réactionnaire* » et sa volonté de passer à l'offensive, à l'instar de la mobilisation historique de ces derniers jours en Angleterre, les liens internationaux tissés ces derniers jours et depuis deux ans, des étudiants napolitains et catalans aux dockers de Gênes et de Barcelone en passant par les raffineurs brésiliens, constituent plus que jamais une voie à suivre et à construire.

Alors que le génocide dure depuis deux ans, avec la complicité de l'impérialisme français et de son homologue italien, la mobilisation des travailleurs italiens montre la voie à suivre en France.

Mais alors que la mobilisation de lundi a donné au mouvement pour la Palestine un caractère massif, sans précédent depuis 2 ans, tout en le renforçant par la grève et les méthodes de la lutte des classes, tout doit être fait pour que les travailleurs français rejoignent la bataille pour Gaza, l'élargissent encore et envoient un message au monde entier : le mouvement ouvrier ne laissera pas Israël massacrer impunément le peuple palestinien.

J-C – J'attends vos réactions, critiques et propositions.

Avec le massacre des Palestiniens, c'est le visage hideux du capitalisme ou de l'impérialisme qui est à nu, c'est l'oppression violente de tout un peuple portée à son paroxysme, jusqu'à son extermination, ce qui ébranle les aspirations humanistes enfouies au plus profond de nous-même, de sorte qu'il arrive un moment où on ne peut plus rester indifférent, parce que la liaison avec l'oppression que l'on vit quotidiennement s'effectue enfin, le désir de passer à l'action s'impose à nous, il est d'autant plus fort et légitime que nous ne sommes pas seuls, et une fois que le mécanisme est enclenché, si tout va bien plus rien ne peut l'arrêter... A suivre.

Propagande. Mensonges éhontés. Mythomanie aggravée. Mégalomanie débridée. Inversion accusatoire grotesque.

Quand dénoncer la barbarie sioniste est "intolérable".

Antisémitisme: Emmanuel Macron dénonce des "discours à l'extrême gauche qui sont intolérables"
- BFMTV 23 septembre 2025

Dénoncer la guerre de l'OTAN au côté du régime nazi de Kiev, c'est être d'extrême droite.

"Heil Poutine" : comment la Russie mène sa guerre grâce à l'extrême droite européenne - Courrier International 24 septembre 2025

Pour ouvrir son édition du 19 septembre, l'hebdomadaire italien (média de gauche) L'Espresso a choisi un message choc : la Russie actuelle serait comparable à l'Allemagne nazie.

En famille. Macron coqueluche de BlackRock ou l'oligarchie financière anglo-saxonne totalitaire.

J-C – Depuis 2017 tous les acteurs politiques savent qui est Macron, lesquels ont-ils rompu avec lui parmi ceux qui arpentent l'Assemblée nationale ? Aucun. Et parmi les acteurs sociaux ? Aucun.

France-Soir - Emmanuel Macron reçoit en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le Global Citizen Award 2025 de l'Atlantic Council des mains du PDG de BlackRock, Larry Fink, lors de la cérémonie des Global Citizen Awards 2025, à New York, le 24 septembre 2025.

Mais ce "*prix du citoyen du monde*", au petit goût de fiel, est là pour nous rappeler tout de même, que, sous ses deux mandats, et avec son aval politique, 1 608 entreprises françaises ont été cédées, fusionnées ou rachetées par des intérêts étrangers, et principalement américains. Est-ce cela que le Global Citizen Award saluerait ?

Le Global Citizen Award se veut une distinction pour les dirigeants "*engagés à relever les défis globaux*". Cette année, Macron partage l'affiche, coincé entre l'homme à la tronçonneuse Javier Milei, président de l'Argentine, et un footballeur, Gianni Infantino, patron de la FIFA, distingué pour avoir rendu le football plus universel... et accessoirement plus lucratif !

Selon les données du London Stock Exchange Group (LSEG), 1 608 entreprises françaises ont été rachetées ou placées sous contrôle américain depuis 2014, pour un montant total d'environ 132 milliards de dollars. Parmi les exemples emblématiques : Alstom Énergie, vendu à General Electric en 2014, Technip, absorbé en partie via une fusion transfrontalière, Latécoère, équipementier aéronautique, cédé en grande partie à des fonds étrangers ou encore Doliprane, médicament le plus prescrit en France, produit par Sanofi, passé sous le contrôle du fond d'investissement américain CD&R, le 30 avril 2025.

Ces opérations illustrent ce que beaucoup décrivent comme une "*désindustrialisation silencieuse*" voir un "*braquage économique*". Et dans ce contexte, imaginer Macron, honoré à l'international sonne comme une véritable provocation. Ici, on décore le président censé incarner un certain

patriotisme économique, alors que son action est perçue par le plus grand nombre comme celle du bradeur de l'industrie nationale.

Attribuer un prix de “*citoyen global*” à un chef d'État qui laisse filer autant d'actifs stratégiques, c'est valider l'idée que la souveraineté nationale n'est plus qu'une simple monnaie d'échange.
France-Soir 26 septembre 2025

Quand les nostalgiques du IIIe Reich rêvent d'une revanche sur la Russie.

Allemagne : un plan pour accueillir 1 000 blessés de guerre par jour - France-Soir 26 septembre 2025

Et l'Allemagne d'annoncer un plan ambitieux pour préparer ses hôpitaux militaires et civils à accueillir jusqu'à 1 000 blessés de guerre par jour en cas de conflit majeur... avec la Russie toujours. Le chirurgien général de la Bundeswehr, Ralf Hoffmann, précise que cette stratégie repose sur la mobilisation de 15 000 lits supplémentaires et la coopération entre structures militaires et hospitalières civiles.

A propos du business ou du fonds de commerce des intellectuels qui critiquent le régime en place ou qui se présentent parmi ses opposants, et qu'on retrouve partout dans les médias dits sociaux.

J-C – J'ai reçu un courriel qui m'a énervé, en voilà le contenu. Un jour, j'avais contacté cette personne en lui faisant remarquer qu'elle n'était pas à une contradiction près, elle ne m'a jamais répondu. J'aurais peut-être dû lui envoyer un chèque !

Ariane Bilheran

Normalienne (Ulm), psychologue, philosophe, docteur en psychopathologie.

Des sous.

Abonnez-vous dès maintenant à la formule qui vous convient - Abonnement annuel "*Licorne*" : 119 €

Séminaire

Manipulation, Harcèlement et Perversion : 949 €

Du vent ou une manipulation mentale en remplace une autre.

«*Manipulation, harcèlement et perversion. Décrypter la psychologie du pouvoir*» est un séminaire en 6 grands chapitres et 29 modules qui s'adresse à tous ceux qui désirent approfondir le thème de la manipulation dans tous les domaines, et le harcèlement comme méthode du totalitarisme.

L'alternance pédagogique entre théorie et pratique est pensée: un mois chez vous à étudier des vidéos de cours et à pratiquer des exercices dans votre quotidien, le mois suivant, nous nous rencontrons pour des travaux dirigés et un temps de partage lors d'un direct de 2 heures un samedi de 15h à 17h.

Vous sortirez grandis, apaisés et lucides par l'étude et la maîtrise de tous les ressorts et mécanismes régulièrement appliqués pour soumettre les individus et les populations, et dans tous les domaines de l'existence!

J-C ... et votre compte en banque allégé ! Cela fait cher sans solution pour mettre un terme à ces « *ressorts et mécanismes* » de manipulation mentale, alors que chacun peut quotidiennement recourir gratuitement au matérialisme dialectique qui consiste à considérer les choses à la place qui leur revient, une fois débarrassé de nos a priori, il suffit simplement de se poser les bonnes questions pour en trouver les réponses. Profitez de la consultation, elle est gratuite !

Selon le Réseau Voltaire "72 % des Français sont hostiles à la création d'un État palestinien", une pure invention semble-t-il.

J-C - Aucun média ou blog ne reprend cette information sortie de nulle part apparemment. J'ai consulté le blog de l'institut de sondages YouGov et je n'ai rien trouvé non plus, à part un sondage de 2024 qui dit autre chose ou le contraire.

Emmanuel Macron reconnaît l'État de Palestine - Réseau Voltaire 25 septembre 2025

72 % des Français sont hostiles à la création d'un État palestinien. - voltairenet.org 25 septembre 2025

<https://www.voltairenet.org/article222847.html>

La reconnaissance de l'État palestinien.

Selon un sondage YouGov pour Le HuffPost, les Français se montrent partagés : 39 % soutiennent la décision, tandis que 41 % s'y opposent. - i24news.tv 05 août 2025

<https://www.i24news.tv/fr/actu/france/artc-reconnaissance-de-l-etat-palestinien-les-francais-toujours-profondement-divises>

Reconnaître un État palestinien ? Les Français sont très partagés - huffingtonpost.fr 7 octobre 2024

Cette étude réalisée en ligne sur un millier de personnes montre que 46 % des Français sont favorables à la reconnaissance d'un État de Palestine par la France. Mais une part non négligeable (37 %) est incertaine et dit « *ne pas savoir* ». Ils ne sont que 17 % à s'opposer à une telle reconnaissance.

Sondage BFMTV. Les Français divisés sur la reconnaissance de l'État de Palestine - BFMTV 20 septembre 2025

Une décision clivante sur la situation de la Palestine. Au total, 53% des Français sont d'accord avec l'idée de reconnaître l'État de Palestine comme le prévoit le président de la République Emmanuel Macron à l'ONU, le 22 septembre prochain, révèle un sondage "Opinion en direct" réalisé par Elabe pour BFMTV et publié ce samedi 20 septembre.

À l'inverse, 47% désapprouvent cette décision, dont 27% ne sont pas vraiment d'accord et 19% ne le sont pas du tout, selon les résultats de ce sondage.

Lu.

Le jour où le monde a reconnu l'État palestinien par Gideon Levy - Haaretz September 25 2025

Tous les partis juifs de l'opposition israélienne – y compris les Démocrates de Yair Golan – se sont rangés du côté du gouvernement pour condamner cette reconnaissance.

C'est Israël qui est le problème. Pas Netanyahu. Pas le Hamas. (...) Le problème, c'est que l'Occident a créé au Moyen-Orient un État dont l'idéologie fondatrice est que les personnes qui vivaient là avant la création de cet État sont moins qu'humaines et ne doivent jamais avoir accès à l'ensemble des droits humains.

Le problème, c'est Israël. Un État qui a toujours été une entreprise raciste depuis sa création. Un État dont les citoyens juifs sont endoctrinés dès leur naissance pour accepter la vision du monde haineuse et suprémaciste nécessaire pour que l'apartheid et les abus soient acceptés comme le statu quo. Haaretz September 25 2025

« C'est Israël qui est le problème », alors il faut procéder au "suicide national" d'Israël !

Un Etat palestinien serait un "suicide national" pour Israël, selon Netanyahu - AFP 27 septembre 2025

Lu.

« L'essence de la soi-disant « solution à deux États » n'est rien d'autre que la légitimation de l'entité sioniste, la consécration de la défaite et la consolidation d'une entité coloniale raciste sur 90 % du territoire palestinien, et non pas seulement sur les 78 % couramment cités. En contrepartie, elle propose une entité palestinienne faible, fragmentée et fonctionnelle, confinée aux quelques îlots assiégés qui subsistent en Cisjordanie et à Gaza, dont la présence ne dépassera pas 10 % du territoire, sans aucune garantie quant au droit au retour, au démantèlement des colonies ou à la libération des prisonniers. Il ne s'agit pas d'un projet de solution juste, mais d'un projet de liquidation. Il vise à dépouiller le peuple palestinien de l'essence même de sa cause : la libération et le retour. » a déclaré début août 2025, Khaled Barakat, écrivain palestinien et membre du comité exécutif de Masar Badil*, au sujet de la reconnaissance de la Palestine par une vague de pays.

Le retour sur le devant de la scène politique internationale, en plein génocide, de la « *solution à deux États* », prônée par des États alliés d'Israël, doit être compris comme une tentative de « *liquidation* » politique de la cause de libération palestinienne. Cette reconnaissance et la conférence de New York, s'inscrit dans la continuation des accords d'Oslo. Ces accords ont mené à la fragmentation de la résistance en Palestine, à la création de l'Autorité Palestinienne corrompue qui constitue un outil de domination pour l'État colonial israélien et l'impérialisme occidental. Les accords d'Oslo, et aujourd'hui la future conférence onusienne de New York, sont des processus de normalisation avec Israël, qui légitiment son projet colonial de peuplement en Palestine.

Ces derniers visent à faire de la Palestine « *Un État* » sans territoire, sans armes, sans résistance, sans pouvoir décisionnel, sans souveraineté, qui accepte la tutelle occidentale et saoudienne, n'est rien d'autre qu'un appendice sécuritaire du système sioniste. Il n'a rien à voir avec les aspirations de notre peuple à la libération et à la souveraineté. Il est encore plus grotesque que le tristement célèbre projet d'« *autonomie limitée*. » comme l'explique Khaled Barakat.

Reconnaître la Palestine dans le cadre de « *solution à deux États* » ce n'est pas reconnaître la Palestine : mais reconnaître la légitimité du projet colonial israélien.

Le sommet de l'hypocrisie réside dans cette prétendue « *reconnaissance* » de la Palestine que nos dirigeants brandissent comme un geste politique fort et courageux. Comme cité ci-dessus, cette reconnaissance est continuation des accords d'Oslo, soit une légitimation du projet colonial israélien. Elle est, de plus, conditionnée à la libération de tous les otages israéliens encore détenus à Gaza, à l'éviction complète du H4m@s de la gouvernance palestinienne ainsi qu'au désarmement de la résistance palestinienne. Conditions qui constituent une offensive politique frontale et évidente contre le peuple palestinien.

Derrière leurs airs de grands sauveurs, les États occidentaux appellent au démantèlement d'organisations politiques et élues – pour le H@m4s à Gaza par exemple – et de celles de résistances du peuple palestinien. Or, c'est précisément, ces organisations qui représentent le peuple palestinien et le défendent face au colonialisme et au génocide israélien. Ce sont ces organisations politiques et leurs branches armées qui mènent la lutte de libération du peuple palestinien. Appeler à les démanteler, c'est appeler à démanteler la lutte de libération de la Palestine et laisser à la merci de son occupant le peuple palestinien.

Cette position révèle une logique coloniale profondément ancrée dans les politiques de l'occident : même après deux ans de génocide, on exige des Palestiniens qu'ils soient des victimes parfaites, des résistants sans armes, des opprimés exemplaires pour « *mériter* » le droit élémentaire à la libération. On exige d'elles et eux, qu'ils continuent à se faire tuer, et de préférence, passivement.

Lu.

L'«*ordre libéral international fondé sur des règles*» est une structure qui a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale. Je peux décrire cette structure comme un ordre façonné par des institutions telles que les Nations unies, la Cour pénale internationale, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et l'OTAN, ainsi que par des concepts tels que le libéralisme, la démocratie, l'économie de marché, le libre-échange, le droit international et les normes.

Un ordre unipolaire et «*unicivilisationnel*»

Premièrement, «*l'ordre libéral international fondé sur des règles*» repose incontestablement sur la civilisation occidentale. Autrement dit, il s'inscrit dans une tradition entièrement occidentale, fondée sur le droit occidental, les Lumières européennes et la démocratie libérale. Deuxièmement, cet ordre est principalement centré sur les États-Unis. En effet, il s'agit d'un système construit, soutenu et protégé par la puissance militaire, économique et politique des États-Unis.

L'ordre libéral international fondé sur la civilisation occidentale, centré sur les États-Unis et fondé sur des règles est un paradigme qui a émergé au milieu du XXe siècle et qui a façonné la politique mondiale.

Selon ces définitions, il faut dire que cet ordre, aussi parfait qu'il puisse paraître sur le papier et aussi humain et pacifique qu'il puisse sembler, n'a jamais vraiment existé dans la réalité. En effet, cet ordre n'a pas été construit sur un consensus et une unité internationaux. Ce système international dit libéral a toujours été unipolaire (centré sur les États-Unis) et unicivilisationnel (centré sur l'Occident). Ni la multipolarité, ni le multicivilisationnalisme, ni le multilatéralisme n'ont jamais été au cœur de ce système.

Un système international hiérarchique

Une souveraineté couronnée par l'impérialisme mondial des États-Unis, hégémon de l'après-guerre, a été établie. Cette souveraineté était exclusive envers les nations, les pays et les civilisations non occidentaux, et reposait sur l'unilatéralisme et la suprématie occidentale. Ce mythe d'un ordre international fondé sur des règles, imposé au monde entier, était considéré comme quelque chose d'universel, d'absolu et d'immuable. En réalité, ce système, qui n'a jamais été équitable, a construit un système social hiérarchique sur la scène internationale. Il ne servait que les intérêts des États-Unis et des pays occidentaux, qui étaient blancs et chrétiens. Les États-Unis et les pays occidentaux développés ont établi une hégémonie en violant à plusieurs reprises le droit international par leurs pratiques discriminatoires et injustes.

Pour les États-Unis, la démocratie, l'un des piliers de l'ordre libéral international fondé sur des règles, a toujours été un outil. La puissance américaine a non seulement coopéré avec les démocraties, mais a également établi des relations avec presque toutes les dictatures, monarchies et régimes autoritaires du monde (selon les définitions occidentales des termes «*autoritaire*» et «*dictateur*»). Aujourd'hui encore, les plus grandes bases militaires de la démocratie américaine sont situées dans de nombreuses monarchies et royaumes. Bien sûr, ces pays et leurs dirigeants ne sont jamais qualifiés de dictateurs ou d'autoritaires.

De même, ce sont les États-Unis et les pays occidentaux qui ont porté les plus grands coups à l'économie de marché et au libre-échange. Le protectionnisme américain a toujours existé tout au long de l'histoire. Les Américains n'ont jamais pratiqué ni même imaginé un commerce totalement libre comme les Britanniques. Aujourd'hui, les États-Unis, considérés comme les pionniers de la mondialisation, ont fermé leurs frontières avec des murs tout en imposant des droits de douane au monde entier. *Dans un monde qui a connu de nombreuses crises économiques mondiales* «centrées sur l'Amérique», les Américains ont mené des opérations pour sauver leurs banques et leurs entreprises avec un soutien massif de l'État. Les États-Unis ont condamné près de 200 pays et 8 milliards de personnes à une monnaie unique, un système de paiement unique et une monnaie de réserve unique. Ils ont imposé de manière agressive la culture occidentale au monde non occidental. Bien qu'ils l'appellent libéralisme, ils ont mis en place un mécanisme monolithique [unique pour tous] dans tous les domaines.

Doubles standards

Dans le domaine du droit international, ils ont constamment opprimé le monde non occidental avec leurs doubles standards. La puissance américaine et ses alliés européens ont toujours trouvé justifié d'intervenir partout dans le monde. Au cours des 25 dernières années, des opérations militaires occidentales ont été menées dans de nombreux pays tels que l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Liban, le Yémen et l'Iran. Pour ce faire, ils ont utilisé la démocratie et les droits de l'homme comme prétexte. Les pays occidentaux et les médias occidentaux ont toujours défini les pays non occidentaux comme autoritaires et les dirigeants non occidentaux comme des dictateurs. Pourtant, ils ont fait preuve d'hypocrisie même dans ce domaine. Alors qu'ils qualifient constamment de dictateurs les dirigeants des pays qui limitent la puissance américaine, tels que la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, ils n'ont jamais utilisé ces termes pour décrire les monarchies et les dirigeants autoritaires du Golfe. Au contraire, ils ont engagé avec eux une coopération militaire, économique, politique et culturelle. Les monarchies ont été déclarées alliés majeurs des États-Unis hors OTAN. En effet, dans la mentalité occidentale, peu importait qu'un dirigeant soit un dictateur, un roi ou un chef autoritaire, tant qu'il protégeait la domination occidentale et les intérêts américains. Ce qui comptait, c'était que tout soit pour l'Occident, par l'Occident et selon l'Occident.

L'«*ordre libéral international fondé sur des règles*» n'est pas seulement imparfait ou critiquable, c'est une fiction. Il s'agit d'une structure hégémonique entièrement motivée par des intérêts, unipolaire et univisionnelle, fondée sur la politique de puissance.

Lu.

L'Amérique latine n'est le pré carré de personne et a le droit de choisir de manière indépendante sa voie de développement et ses partenaires de coopération, a déclaré jeudi Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

La semaine dernière, *The Economist* et le *New York Times* ont écrit que les États-Unis avaient adopté cette année une politique agressive de pression sur les pays d'Amérique latine, prétendant vouloir mettre fin aux «*pratiques d'exploitation*» de la Chine afin de préserver la sécurité et la stabilité régionales. Les États-Unis ont contraint les pays de la région à limiter, voire à rompre leurs relations avec la Chine, sans offrir grand-chose en échange. Les sanctions américaines, les droits de douane et le recours à la force militaire poussent la région à se rapprocher de la Chine.

«*Les remarques montrent une fois de plus que la coercition, la pression et l'intimidation ne servent qu'à éloigner les pays et sont de plus en plus inefficaces*», a indiqué Lin lors d'un point de presse régulier.

Lin a demandé aux États-Unis d'arrêter de les forcer à choisir un camp, de cesser de s'ingérer dans leurs affaires intérieures et de contribuer davantage à leur développement et à leur prospérité, au lieu de semer la discorde.

«*Aucune tentative visant à perturber l'amitié et la coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et l'Amérique latine ne réussira jamais*», a déclaré le porte-parole.

Lu.

Après le Népal, maintenant le Ladakh - reseauinternational.net 27 septembre 2025

Des émeutes ont éclaté le 24 septembre à Leh, où j'étais trois semaines plus tôt. Rien ne semblait alors annoncer que des émeutes sanglantes allaient éclater, même si on pouvait entendre les Ladakhis discuter de leur désir de voir le Ladakh devenir un État indien à part entière, au sein de la «plus grande démocratie au monde» – mais pas comme territoire autonome, comme le suggère l'article sur RT.

Il y a une énorme présence militaire dans toute la vallée de Leh, des casernes abritant tous les corps d'armée partout ; je n'en croyais pas mes yeux, il doit y avoir au bas mot 100 000 personnels stationnés là-haut, dans cette vallée perchée à plus de 3500 m, tandis que la population autochtone ladakhi totale ne dépasse pas les 275 000 personnes, dont environ 45 000 à Leh, la capitale, et environs. Rien que ce fait me pousse en effet à penser qu'un soulèvement violent ne peut pas être le fruit «organique» (en anglais, «organic» signifie «bio») de l'agriculture locale ; la vallée de Leh et ses entourages sont connus pour ses abricots et ses pommes, mais pas pour sa jeunesse révolutionnaire «organique», qui se sait impuissante face à une présence militaire absolument écrasante.

La grève de la faim et les discours enflammés d'un «*activiste d'un mouvement environnementaliste*», Sonam Wangchuk, seraient à l'origine de ce que ce dernier décrit comme un «soulèvement spontané» : «*Au cours des cinq dernières années, nous avons maintenu une paix absolue et toujours adopté des approches pacifiques en suivant la voie tracée par le Mahatma Gandhi*», a déclaré Wangchuk, selon *India Today*. «*Mais aujourd'hui, c'était quelque chose de totalement inattendu, sorti de nulle part, très spontané, lorsque des jeunes sont sortis et se sont livrés à des actes de vandalisme*».

Un rapide coup de Google suggère que c'est la «GenZ», la «*génération Z*», qui se serait soulevée, comme il y a deux semaines à Katmandou et au Népal en général.

Comme de nombreux commentateurs l'ont relevé, à raison, les émeutes qui n'ont duré que 48 heures et coûté la vie à 74 personnes et ont vu de nombreux bâtiments partir en flammes (dont le très beau Singha Durbar) au Népal il y a quinze jours, étaient tout sauf spontanées et «organiques». Elles ont été préparées de longue haleine : l'incendiaire «*Dame de Maidan*», Victoria «*Cookie – F**ck the EU*» Nuland, madame Kagan (son mari n'est autre que Robert Kagan, tous deux sont d'origine ukrainienne) (à noter aussi que «*kagan*» était un des titres du système de gouvernance bicéphale Khazarie) a rendu visite au Népal début 2023 – son voyage l'ayant également emmenée au Sri Lanka et au Bangladesh, qui ont eux aussi connu des émeutes il y a peu, ainsi qu'au Qatar... En outre, de nombreuses ONGs occidentales se sont fortement «*agitées*» dans le pays ces derniers temps. Cela ressemble donc fort à une spontanéité de couleur CIA...

Lu.

Comme il fait bon vivre dans leur vieux monde.

En 2024, la Corée du Sud a enregistré son plus grand nombre de suicides depuis 13 ans, ce qui en fait la principale cause de décès chez les moins de 49 ans, selon les données publiées aujourd'hui par Statistics Korea. Le nombre total de personnes qui se sont suicidées s'est élevé à 14 872 l'année

dernière, soit une augmentation de 6,3% par rapport à 2023. Ce chiffre correspond à 29,1 suicides pour 100 000 Sud-Coréens, le pire chiffre enregistré depuis 2011.

Le suicide est la principale cause de décès chez les personnes âgées de 10 à 49 ans en Corée du Sud, touchant également les personnes âgées de 40 ans et la deuxième cause de décès chez les personnes âgées de 50 à 59 ans.

Une partie de la responsabilité incombe à une culture qui privilégie la réussite scolaire et professionnelle, créant un système particulièrement exigeant et compétitif, générateur de stress, d'isolement et d'insatisfaction.

Maintenir son statut socio-économique est également particulièrement important au travail. C'est pourquoi les Coréens travaillent en moyenne 1915 heures par an, un chiffre bien supérieur à la moyenne de l'OCDE. Ce stress est en partie dû au fait que la société coréenne exige de ses jeunes qu'ils se distinguent, mais aussi qu'ils se conforment aux normes sociales, ce qui engendre une forme d'anxiété chronique et une profonde insatisfaction.

Commentaire envoyé au blog *Réseau International*.

Article : Le cirque de l'identité ! Histoire d'un galérien

- Mon expérience en Inde.

Quand je suis allé à la banque et que j'ai demandé à ce qu'on enregistre ma nouvelle adresse, on m'a demandé si elle figurait sur mon Aadhar card (carte d'identité), j'ai répondu non. Ils m'ont répondu que je devais l'actualiser, et ils ont refusé d'enregistrer ma nouvelle adresse, alors que je possédais un tas de documents sur laquelle elle figurait, le règlement, c'est le règlement.

Je me rends à un bureau censé réaliser cette actualisation de mon Aadhar card, on m'envoie ailleurs. J'y vais, là on me répond qu'il y a bien un service Aadhar card, mais ici ils ne font pas les changements d'adresse, il m'envoie ailleurs. J'y vais, là on me demande un justificatif de domicile. Je fournis une quittance d'électricité sur laquelle ne figure que mon nom, refusée, je reviens avec un bordereau sorti de l'ordinateur du service d'électricité où figure mon adresse, ils me répondent qu'ils ne reconnaissent pas ce genre de document. Il me demande une quittance de loyer, impossible, la maison est au nom de ma compagne et je ne paie pas de loyer. Il me demande une quittance d'eau, je n'en ai pas, je puise l'eau avec un moteur électrique à 70 mètres de profondeur. Il me demande un reçu de la taxe d'habitation, impossible, je ne la paie pas comme plus de 90% des Indiens de mon village. Il me demande une déclaration d'impôt, je n'en paie pas non plus, donc impossible. Je présente la facture de l'assurance du scooter, pas valable, c'est privé. A bout d'argument, je me suis adressé à mon beau-fils.

Avec lui je vais chez un médecin qui pourrait certifier mon existence, je ne vois pas le rapport avec un justificatif de domicile, peu importe, il refuse, il craint des représailles de l'administration, qui sait je suis peut-être un étranger hors la loi ou un terroriste ! On va chez un autre médecin, un médecin travaillant dans le public, le privé compte pour du beurre, même réaction.

Deux semaines supplémentaires s'écoulaient, ma première démarche remontait à 4 ou 5 mois en arrière.

Il tombe sur un pote fonctionnaire qui justement travaille dans ce service. Une semaine plus tard, le formulaire comportera la signature et le tampon d'un médecin de Pondichéry que je ne verrai jamais. On pouvait enfin se rendre au bureau de Vanur au Tamil Nadu pour finaliser notre affaire.

Arrivé sur place, pas de bol, coupure de courant, pas d'ordinateur, pas de Webcam, d'empreintes digitales et d'iris. On attend 2 heures, le courant revient, mais c'est l'ordinateur qui est en carafe, puis on repart 30 minutes plus tard. Arrivé chez moi mon beau-fils me rappelle, tu peux y retourner, cela marche maintenant. Arrivé sur place, plus personne dans le bureau. J'attends, 15 minutes plus tard tout est expédié en 5 minutes. Fin. Délirant, c'est l'Inde ! Que personne ne mette en doute ma patience, merci !

Article : Après le Népal, maintenant le Ladakh

- Et ce n'est pas fini, au tour de Madagascar.

Chaos, déchaînement de violence ou le même mode opératoire pour déstabiliser le régime en place ou le faire tomber. Encore le même scénario et le même logo. La même instrumentalisation de la jeunesse. La même couverture médiatique généreuse. Les mêmes commanditaires à la manœuvre qu'à Maidan en Ukraine.

Madagascar: les Tananariviens défient l'interdiction et manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité – rfi.fr 25 septembre 2025

Manifestations à Madagascar: le ministre de l'Énergie limogé et les principales villes sous couvre-feu – rfi.fr 27 septembre 2025

Extraits.

– Les manifestants ont brandi des drapeaux malgaches, et puis bien sûr, des drapeaux noirs, avec au centre, le logo One Piece, cette tête de mort devenue symbole des contestations anti-régime ces dernières semaines au Népal, coiffée cette fois d'un chapeau malgache.

Au moins deux maisons de personnalités politiques proches du pouvoir ont été incendiées. La maison de la sénatrice Lalatiana Rakotondrazafy est en feu. Cette très proche d'Andry Rajoelina, ancienne ministre, connue pour ses sorties médiatiques pro-Rajoelina, fait partie des personnalités les plus visées par le mouvement Gen Z, qui soutient ardemment la manifestation.

À la tombée de la nuit, les pillages ont commencé. Supermarchés, centres commerciaux, banques. Les casseurs ont profité du retrait total des forces de l'ordre pour dévaliser ce qui pouvait l'être. Des départs d'incendie ont été déclarés dans plusieurs endroits de la ville. Les réseaux sociaux ont largement diffusé toutes ces scènes de vandalisme.

Ce 26 septembre au soir, des barrages ont été érigés après une journée d'affrontements violents, au cours desquels l'hôtel des Finances a été incendié.

Le Président Andry Rajoelina s'est adressé à la nation le soir du 26 septembre pour appeler au calme. Il s'est dit prêt à écouter les jeunes mobilisés pour trouver des solutions au délestage et à la pénurie d'eau. Il a affirmé déplorer la récupération politique du mouvement pacifique des jeunes.

Selon le président Rajoelina, « *des mercenaires ont été payés pour piller et semer le trouble dans la capitale, à la suite d'incitations manifestes à la haine et à la violence relayées quelques jours plus tôt par les meneurs de l'opposition sur les réseaux sociaux* ». Au cours de cette intervention de huit minutes, il a qualifié les violences des derniers jours d'actes de déstabilisation, évoquant même « *une forme de coup d'État* ».

Second commentaire.

- Un autre article bien documenté (en français) disponible sur le blog de Michel Collon.

Comment les États-Unis ont réussi à obtenir un « *changement de régime* » au Népal ? – Fridayeveryday 26 septembre 2025

<https://investigation.net/comment-les-etats-unis-ont-reussi-a-obtenir-un-changement-de-regime-au-nepal/>

Réponse à un lecteur.

- Je vais peut-être dire une connerie ou être mal compris, je crois que dans un très grand nombre de petits pays ou de pays dominés, ceux qui sont au pouvoir n'ont pas les moyens de satisfaire les besoins les plus élémentaires de leur population, laissons de côté ici la corruption et leur éventuel enrichissement personnel ou leur idéologie qu'on ne partage pas évidemment.

Même s'ils voulaient faire preuve de bonne volonté, ils sont coincés, quand il y a une montagne de dettes et pas de fric, la situation est extrêmement délicate.

En même temps, il est vrai qu'ils ne font pas le minimum qu'ils pourraient faire pour soulager les plus pauvres, car ils craignent de s'exposer à des critiques violentes de leur camp ou des représailles extérieures. Du coup, ils ne peuvent envisager de recourir à des méthodes politiques qui atténueraient les inégalités sociales. Ceux qui convoitent leurs richesses et/ou leur marché sont prêts à intervenir pour les mettre en difficulté ou les renverser. Pourquoi ? Parce qu'ils ne peuvent pas rompre avec la politique de leurs prédécesseurs ou mécontenter leurs parrains occidentaux, c'est très risqué...

Il faudrait qu'ils passent des alliances avec d'autres États pour ne pas se retrouver isolés et vulnérables ou défendre leur souveraineté, mais c'est rarement possible ou alors, aucun État ne serait prêt à inclure à leur côté sur le plan militaire en cas de tentative de coup d'État, à l'instar de ce que certains ont commencé à faire au Sahel, par exemple. Notamment.

Article : Nicolas Sarkozy : un verdict de plus dans la saga judiciaire

La question est de savoir, pourquoi Ségolène Royal qui avait elle-même perçue des fonds libyens, selon monsieur Meyssan, dans un entretien dont je n'ai plus la date, pourquoi elle ne lui tiendra pas compagnie, pourquoi Sarkozy n'en a-t-il pas fait état ?

Que la Talonnette croupisse en tôle, nous laisse indifférent, qu'ils se démerdent ou règlent leurs comptes entre eux.

Articles : Pacta sunt servanda ! – Les traités doivent être respectés.

– « *L'ordre multipolaire constitue un pas vers la démocratie mondiale* »

Ben voyons ! Faisons confiance aux représentants du capitalisme pour l'instaurer, les bons pas les mauvais ou les « *méchants* », le capitalisme cessant par miracle d'être une dictature que l'on doit combattre sous toutes ses formes, c'est ce que sous-tend ce discours qui s'en accommode très bien... Qu'il nous soit permis de ne pas en être.

En Allemagne comme dans tous les autres pays, notre ennemi est dans notre propre pays, le régime en place qu'il faut renverser, l'acte le plus démocratique qui soit, car il ne pourra être réalisé que par un soulèvement révolutionnaire des masses, pour peu qu'elles se soient organisées pour atteindre cet objectif politique... Tout reste à faire ou presque, on y travaille... A suivre. (luttedeclasse.org)

Second commentaire.

- Les traités sont faits pour être violés par ceux qui les ont rédigés et imposés au reste du monde, non ?

Article : Trump promettait la paix en 24h, il offre la guerre sans fin

- Mieux vaut Trump que Biden, Macron que Le Pen...

Parfois la contre-propagande est pire que la propagande...

Pour croire Trump, il fallait être un naïf, un idiot, un croyant, un ignorant, prendre ses désirs pour la réalité, être sous influence, intéressé, n'avoir aucune conscience politique, être bourré d'illusions...

Ceux qui ont cru un instant en lui n'en tireront aucun enseignement politique, parce qu'ils refuseront d'admettre que l'origine de leur confusion ou méprise reposait sur une interprétation du monde erronée, un mode de pensée défaillant, idéaliste, métaphysique, existentialiste, mystico-religieux, non scientifique, non dialectique, etc. car ce serait risquerait de remettre en cause toutes leurs croyances ou ce qu'ils croyaient être des connaissances, ce qu'ils ont de plus cher, leur amour-propre ou leur bonne conscience.

La réalité est cruelle.

Le monde s'écroule autour d'eux, ils ne comprennent pas ce qui se passe, ils sont paumés en fait, alors ils rejettent la faute sur les autres, là cela va être ma fête ! Le déni de la réalité est intenable dans le temps, et si le temps joue en notre faveur, c'est parce qu'il permet à la vérité de triompher.

Notre espoir n'est pas du côté des milliardaires, mais du côté du prolétariat, il n'est pas du côté du capitalisme, mais du socialisme, le jour où nous serons nombreux à l'admettre, les jours du cauchemar que nous vivons seront comptés. Inutile de chercher des coupables parmi nous, ils figurent tous dans le camp de nos ennemis, ne nous trompons pas de combat, nous vaincrons, et vive la liberté !

Regardez ce qui s'est passé le 22 en Italie. Ils nous montrent la voie à suivre, la mobilisation révolutionnaire contre l'oppression, la mobilisation des masses sur le plan politique pour renverser le régime... Il y a déjà quelques années j'avais pressenti que c'était une erreur de croire que les prochaines révolutions se situeraient au départ sur le plan social, aujourd'hui les faits me donnent raison... A suivre. Je vais essayer de mettre cela au propre et de rédiger la suite, si mon état de santé le permet. (luttedeclasser.org)

Santé.

Etats-Unis - L'ACIP met fin à la recommandation universelle du vaccin COVID-19 : une décision aux répercussions mondiales - France-Soir 21 septembre 2025

Le vendredi 19 septembre 2025, l'Advisory Committee on Immunization Practices (ACIP), le comité consultatif américain sur les immunisations, a pris une décision historique en votant à l'unanimité (12-0) pour mettre fin à la recommandation universelle du vaccin contre le COVID-19 pour tous les adultes aux États-Unis. Selon le communiqué officiel du Département de la Santé et des Services sociaux américains (HHS), cette recommandation s'applique désormais à toutes les personnes âgées de six mois et plus, en privilégiant une « *prise de décision individuelle* » ou « *décision clinique partagée* » avec un professionnel de santé, tel qu'un médecin, un infirmier ou un pharmacien.

Cette décision, rapportée par la BBC (« *Le comité américain de vaccination ne recommande plus le vaccin Covid-19 aux adultes* »), marque un tournant majeur dans la politique vaccinale américaine. Elle s'inscrit dans un contexte de bouleversements au sein des institutions de santé américaines, notamment sous l'influence du secrétaire à la Santé, Robert F. Kennedy Jr., connu pour sa volonté de faire la transparence sur les données scientifiques dans l'intérêt des patients. Ce que les médias mainstream considèrent comme des positions sceptiques envers les vaccins sans déclarer leurs liens d'intérêts économiques avec l'industrie pharmaceutique qui finance des campagnes de publicité.

En juin 2025, dans une réforme audacieuse, Kennedy a remplacé l'ensemble des 17 membres de l'ACIP par des membres alignés sur sa vision, suscitant une vive controverse, notamment sur les liens d'intérêts des membres débarqués. Lors des débats de vendredi, des figures comme le Dr Robert Malone, allié de Kennedy, ont remis en question l'efficacité du vaccin pour prévenir les infections graves, tandis que des experts comme le Dr Cody Meissner, ancien membre du panel des vaccins de la FDA, ont défendu l'existence de données solides sur sa protection.

Malgré ces divergences, le vote final a acté un changement radical, abandonnant même la recommandation pour les populations à haut risque, comme les personnes de plus de 65 ans.

Parallèlement, la montée dramatique des signalements d'effets secondaires graves – comme la myocardite, la thrombose ou des troubles neurologiques – documentée dans des études internationales, a alimenté les doutes : une analyse multicentrique de dix sites dans huit pays a identifié un risque accru d'événements indésirables d'intérêt spécial (AESI) post-vaccination,

soulignant que les bénéfices pourraient être moindres que les risques pour certaines populations. Les études initiales ayant permis l'autorisation d'urgence des vaccins regorgent de biais méthodologiques, comme le « *healthy vaccinee bias* » (biais du vacciné en bonne santé), où les personnes les plus vulnérables ou déjà malades sont sous-représentées parmi les vaccinés, surestimant artificiellement l'efficacité. De plus, la règle des 14 jours – considérant une personne comme « *vaccinée* » seulement 14 jours après l'injection – masque les effets indésirables immédiats survenus dans cette fenêtre critique, tandis que l'absence de suivi à long terme omet les risques chroniques. Les données critiques manquaient initialement, et les études postérieures, basées sur des milliards d'injections et vantant des millions de vies sauvées (comme l'estimation de l'OMS de plusieurs millions), ont été réanalysées par des chercheurs indépendants tels que Raphael Lataster.

Ce dernier démontre dans une série de metacritiques que ces modélisations sont excessives, biaisées par des hypothèses optimistes et ignorant les AESI rares mais graves, rendant les bénéfices souvent inférieurs aux risques pour les populations à faible risque.

En France, cependant, des médias comme le Parisien et son journaliste covidiste Nicolas Berrod ont récemment signalé une recrudescence des cas de COVID-19, évoquant la possibilité d'avancer le calendrier de vaccination pour la saison à venir (automne 2025) sans rapporter les décisions de l'ACIP aux États-Unis.

Cette tendance contraste avec la décision de l'ACIP, créant un potentiel « *un vaccin, deux mondes* » : d'un côté, une Amérique qui repense son approche vaccinale sous l'impulsion de Kennedy, et de l'autre, une Europe qui pourrait maintenir ou renforcer ses campagnes de vaccination, sans remettre en cause les données parcellaires sur lesquelles ces décisions ont été prises.

La question se pose : quand les autorités françaises prendront-elles la mesure de ce qui se passe outre-Atlantique ? La santé des patients semble être au cœur des préoccupations exprimées sur les réseaux sociaux, avec des utilisateurs qui dénoncent les « *mensonges* » entourant les vaccins et réclamant justice pour les victimes présumées.

Par ailleurs, la décision de l'ACIP s'inscrit dans un contexte plus large de remise en question des approches thérapeutiques aux États-Unis. Plusieurs États, dont le Texas, ont récemment approuvé la vente libre de l'ivermectine, un médicament initialement destiné aux parasites, mais popularisé comme traitement non approuvé contre le COVID-19 (« *Décision faisant de l'ivermectine un médicament en vente libre signé by Gov. Greg Abbott* » Texas Tribune du 27 août 2025). Le Texas devient ainsi le cinquième État à adopter cette mesure, rejoignant une mouvance qui défend la « *liberté médicale* » face aux restrictions de la FDA.

Cette évolution, bien que controversée (la FDA n'a pas encore approuvé l'ivermectine pour le COVID-19), illustre une divergence croissante avec les politiques européennes, où ce médicament reste strictement réglementé.

En complément :

Trump et Kennedy : le paracétamol, coupable caché de l'épidémie d'autisme ? Une position qui remet bien des "croyances" en cause et divise ? - France-Soir 23 septembre 2025

<https://www.francesoir.fr/politique-monde-societe-sante/trump-et-kennedy-le-paracetamol-coupable-cache-de-l-epidemie-d>

France.

Comment briser la détermination des travailleurs. Nouvelle journée d'actions bidon annoncée.

Les syndicats annoncent une nouvelle date de manifestation après leur rencontre avec Sébastien Lecornu - Le HuffPost 24 septembre 2025

Les syndicats avaient rendez-vous à Matignon ce mercredi matin. À la sortie de cette réunion de près de 2h30, la secrétaire générale de la CFDT a annoncé une nouvelle manifestation le 2 octobre.

« *Le Premier ministre n'a apporté aucune réponse claire aux attentes des travailleurs et travailleuses. Pour l'intersyndicale, c'est une occasion manquée* », a déclaré Marylise Léon face à la presse. « *Si nous n'avions pas de réponse claire, nous organiserions une nouvelle journée d'actions. Ce sera le 2 octobre, date qui sera confirmée ce soir après consultation de certaines instances* », a-t-elle poursuivi.

Arrivés ensemble à Matignon, les syndicats en sont ressortis ensemble également pour exprimer leur mécontentement. Ils ont donc annoncé cette nouvelle journée de grèves et de mobilisation le 2 octobre, une date qui doit encore être confirmée ce mercredi en fin de journée par l'intersyndicale.

Jeudi, des organisations de jeunesse appellent à se mobiliser « *dans la continuité* » des 10 et 18 septembre et contre le manque de moyens des universités. Vendredi, les agriculteurs de la FNSEA seront dans la rue pour dénoncer notamment l'accord avec les pays du Mercosur. Le HuffPost 24 septembre 2025

Palestine occupée.

Le massacre continue.

- Près de 100 morts mercredi. Au moins 97 civils ont été tués dans des frappes de l'armée israélienne et "*de nombreux autres blessés*", dans la journée de mercredi, dans la bande de Gaza, selon le dernier bilan donné par l'agence de presse palestinienne Wafa, qui cite des sources médicales.

- Au moins 11 morts à Gaza jeudi matin. Un bombardement israélien sur une maison abritant des déplacés a tué au moins onze personnes au nord de al-Zawaida, dans le centre de la bande de Gaza, jeudi à l'aube. La défense civile du territoire palestinien fait également état de "*plusieurs*" personnes "*portées disparues ou blessées*", et de la présence de "*plusieurs enfants*" parmi les victimes. FranceInfo 25 septembre 2025

- Des tirs et des frappes d'Israël font 59 victimes palestiniennes à Gaza - AP 28 septembre 2025

"Montrer que la majorité s'oppose au génocide": manifestation massive à Berlin en soutien à Gaza - France 24/AFP 28 septembre 2025

Des dizaines de milliers d'Allemands ont manifesté dans le calme à Berlin, samedi 27 septembre, pour dénoncer les atrocités commises par Israël dans la bande de Gaza et demander l'arrêt de son offensive militaire dans le territoire enclavé.

Ils étaient 60.000 à participer à la manifestation "*Ensemble pour Gaza*", organisée par le parti Die Linke (gauche radicale) et des groupes de la société civile, selon la police. D'après les organisateurs, elle a rassemblé 100.000 personnes. Quelque 1.800 policiers étaient déployés.

L'Espagne et l'Italie ont envoyé des navires de guerre pour protéger la flottille Global Sumud après une nuit d'attaques de drones contre des navires civils transportant de l'aide à Gaza. Les experts en droits de l'homme exhortent désormais les autres États méditerranéens à envoyer davantage de navires militaires pour sécuriser la mission.

La rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese, a appelé les États méditerranéens à agir. «*Envoyez dès maintenant des navires pour protéger la flottille, l'escorter en toute sécurité jusqu'à Gaza et briser le siège*», a-t-elle déclaré. «*Si ce n'est pas pour mettre fin à un génocide, alors que des personnes sont littéralement massacrées, quand le faire ?*» qudsnen.co September 24, 2025

Parole d'internaute.

- La « *question khazare* » a opéré un débarquement tonitruant dans l'histoire contemporaine avec la polémique liée à la colonisation de la Palestine à partir de la fin du XIXe siècle. En effet, à partir de cette période, qui correspond à l'apogée de tous les mouvements colonisateurs européens, d'immenses cohortes de juifs dits « *Ashkenazim* », originaires des régions autrefois occupées par les tribus de l'empire Khazar tardivement converties au Judaïsme, ont déferlé sur une Palestine miraculeusement métamorphosée en « *terre de leurs ancêtres* ». Ils en revendiquaient la propriété au nom de la connaissance qu'ils possédaient par « *oui-dire* » de l'existence d'un acte notarié dressé entre un « *extra-terrestre* » et d'hypothétiques ancêtres qui auraient été « *méchamment* » privés de leur héritage par de cruels centurions romains.

Aussi, profitons-en pour rappeler que tous les premiers ministres du nouvel Etat surgi en terre palestinienne en 1948 sont originaires d'Europe orientale et des régions qui correspondent à l'ex-empire Khazar : David Ben Gourion (Pologne), Moshé Sharett (Ukraine), Levi Eshkol (Ukraine), Ygal Allon (famille roumaine), Golda Meir (Ukraine), Yitzhak Rabin (parents ukrainiens), Menahem Begin (Biélorussie), Yitzhak Shamir (Biélorussie), Shimon Peres (Biélorussie), Ehud Barak (parents lituaniens), Ariel Sharon (parents biélorusses), Ehud Olmert (père russe) et Benyamin Netanyahu (grand-père lituanien).

À propos du terme « *Ashkenaz* », précisons que c'est autour du XIème siècle seulement qu'il est devenu la désignation officielle des Juifs établis en Allemagne et que s'est effectuée une migration sémantique des plaines de la Volga vers celles du Rhin. Aussi, la période à laquelle s'est effectuée cette migration du vocabulaire correspond à la migration des populations après la destruction de l'empire Juif Khazar et à la dispersion des communautés qui résidaient à l'intérieur de ses frontières.

Profitions-en pour rappeler avec l'aide de l'« *Encyclopédie de l'Histoire du Monde* » que le terme d'« *Anglo-Saxon* », qui n'a rien à voir avec une quelconque appartenance ethnique, ne désigne que ceux qui, vers la fin du XI^{ème} siècle, émigrèrent des territoires germaniques vers l'île de Bretagne. Ajoutons enfin, avec Dominique Aubier (Réponse à Hitler ou/et la mission juive) que, en hébreu, l'Allemagne se dit « *Achkenaz* ». Un Allemand est un Achkenazi. Dans « *Achkenazi* », il y a le mot « *nazi* ». Qu'est-ce que « *Ach* » et ce « *K* » ?

« *Asch* », c'est le feu. « *K* », indique le contenant, la similitude. Le mot biblique qui dit « *Achkenaz* » avertit que le feu sera dans la structure quand le nazi surgira.

Cette indication prend toute sa grandeur quand on se souvient qu'Hitler gouvernait le troisième Reich. « *Reich* », c'est « *Rosch* », « *Resh* » ou « *Rais* », c'est-à-dire « *Tête* ».

L'avènement d'Hitler consacrait donc un renseignement évolutif de première signification pour un homme de connaissance.

J-C – J'ai pris le temps de vérifier avec l'IA de Google, ce qui est écrit ici est exact.

Lu.

Il est absurde de condamner les actions d'un groupe comme le Hamas en les qualifiant de « *terrorisme* » et de céder ensuite à ses revendications en matière d'État. Et, contrairement à ce que vous avez pu lire dans les médias occidentaux, l'objectif explicite des attaques du 7 octobre était la création d'un État palestinien (nous y reviendrons plus tard). Donc, oui, condamner les méthodes du Hamas tout en cédant à ses revendications semble hypocrite.

Mais est-ce vraiment ce qui se passe ici ou bien ces pays reconnaissent-ils simplement que le Hamas n'est pas du tout une organisation terroriste, mais un mouvement de libération nationale qui est justifié par la défense de son territoire contre l'occupation étrangère ? (Selon Grok, au 23 septembre 2025, seuls 10 pays ont désigné le Hamas comme une organisation terroriste. Cette désignation est essentiellement un canular destiné à faire de la propagande auprès des populations occidentales). Ces nations ne font-elles pas simplement admettre ce que les personnes raisonnables savent depuis le début, à savoir que les peuples opprimés ont le droit à l'autodétermination (y compris la résistance armée) en cas de domination coloniale, d'occupation étrangère ou d'asservissement étranger ? Ces droits sont garantis par le droit international.

Ces dirigeants ne sont donc pas hypocrites ; ils reconnaissent simplement le « *bien-fondé* » de la cause du Hamas, c'est pourquoi ils apportent leur soutien à un État palestinien indépendant.

Et au cas où il y aurait un doute sur le fait que la « *création d'un État* » soit l'objectif principal du Hamas, voici une courte vidéo de l'ancien chef militaire du Hamas, Yahya Sinwar, qui souligne précisément ce point :

« Dans un délai limité à quelques mois – que j'estime ne pas dépasser un an – nous forcerons l'occupant à faire face à deux options : soit nous le contraignons à appliquer le droit international, à respecter les résolutions internationales, à se retirer de la Cisjordanie et de Jérusalem, à démanteler les colonies, à libérer les prisonniers et à assurer le retour des réfugiés, réalisant ainsi la création d'un État palestinien sur les terres occupées en 1967, y compris Jérusalem ; soit nous mettrons cette occupation en contradiction et en conflit avec l'ordre international tout entier, nous

l'isolons de manière extrême et puissante, et nous mettrons fin à son intégration dans la région et dans le monde entier, en remédiant à l'état d'effondrement qui s'est produit sur tous les fronts de la résistance au cours des dernières années». – Suppressed News

C'est écrit noir sur blanc. L'objectif explicite des attaques du 7 octobre était la création d'un État palestinien. Ainsi, si l'on considère l'effervescence qui règne cette semaine aux Nations unies (remarque : le Canada, le Royaume-Uni, le Portugal, la France, l'Australie, la Belgique, etc. ont tous rejoint les «*reconnaisants*». Au 23 septembre 2025, l'État de Palestine est reconnu par 156 des 193 États membres de l'ONU, soit environ 80% des membres de l'ONU), nous devons conclure que, sur le plan politique, le Hamas est en train de gagner sa guerre contre Israël. Bien sûr, sur le terrain, le résultat est tout autre. Israël a détruit la plupart des infrastructures vitales et tué des dizaines de milliers de personnes dans une guerre d'extermination vengeresse. Cela faisait-il également partie du plan de Sinwar ?

Oui. Avec le sinistre plan de Trump-Kushner visant à «faire disparaître» définitivement la cause palestinienne (les accords d'Abraham) en «*normalisant*» les relations entre Israël et ses voisins arabes tout en ignorant les progrès réalisés sur la question palestinienne, Sinwar a compris qu'il devait faire quelque chose de vraiment explosif pour attirer l'attention du monde et placer la Palestine au premier plan des préoccupations régionales. C'est ainsi qu'il a choisi le 7 octobre, non pas pour infliger une défaite militaire à Israël (le Hamas n'avait aucun espoir d'y parvenir), mais pour inciter Netanyahu à réagir de manière violente et excessive, ce qui lui permettrait de gagner la sympathie du monde entier tout en plongeant Israël dans un isolement profond et prolongé.

Iran.

Nucléaire: rétablissement imminent des sanctions contre l'Iran - AFP 27 septembre 2025

Les sanctions de l'ONU contre l'Iran relatives à son programme nucléaire seront rétablies samedi au lendemain du rejet d'une ultime résolution au Conseil de sécurité et alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique a repris ses inspections des sites nucléaires iraniens.

La Russie et la Chine avaient parrainé la résolution, et “*seuls l'Algérie et le Pakistan les ont rejoints parmi les quinze membres du Conseil*”, note le quotidien. “*Le Royaume-Uni et la France, qui ont tous deux mis leur veto à la mesure de report, s'étaient joints à l'Allemagne le mois dernier*” pour dénoncer les “*manquements significatifs*” de l'Iran aux termes de l'accord initial.

Le Conseil a rejeté vendredi la proposition de la Russie et de la Chine de prolonger de six mois l'accord de 2015 qui contrôlait le programme nucléaire de la République islamique en échange d'une levée des sanctions. Un résultat jugé nul et non avvenu par la Russie.

L'ambassadeur russe adjoint, Dmitry Polyanskiy, a déclaré que pour la Russie, le rétablissement des sanctions n'existait pas, laissant entendre qu'elle ne les appliquerait pas. Courrier International et AFP 27 septembre 2025

Un accord russo-iranien à 25 milliards de dollars signé pour construire quatre centrales en Iran - France 24 26 septembre 2025

L'Iran et la Russie ont conclu un contrat de 25 milliards de dollars pour la construction de quatre centrales nucléaires dans la province du Hormozgan, au sud de l'Iran, a annoncé la télévision d'État iranienne vendredi.

Téhéran dispose actuellement d'une seule centrale nucléaire opérationnelle, à Bouchehr, au bord du Golfe persique, d'une capacité de production de 1 000 mégawatts (MW), ce qui ne représente qu'une fraction des besoins électriques du pays.

"Un accord pour la construction de quatre centrales nucléaires d'une valeur de 25 milliards de dollars à Sirik", dans la province du Hormozgan, dans le sud du pays, "a été signé entre la société Iran Hormoz et Rosatom", a indiqué la télévision d'État. Aucun détail n'a été donné sur le calendrier. La capacité de chacune des futures centrales est d'environ 1 255 MW d'électricité, selon l'agence de presse officielle Irna. France 24 26 septembre 2025

Etats-Unis.

Quand l'Etat profond fasciste crie au fascisme ou lutte fratricide au sein de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ce moment précis où les États-Unis ont commencé à tomber dans le fascisme - Slate.fr 24 septembre 2025

J.D. Vance a vanté les récents et efficaces bombardements par l'armée américaine de trois bateaux supposés apporter de la drogue sur les côtes états-uniennes, depuis le début du mois de septembre dans les Caraïbes. Ces diverses frappes ont été menées sur ordre du président républicain, elles ont fait dix-sept morts en tout.

Le vice-président des États-Unis a glorifié un meurtre commis dans des eaux internationales, un acte dont aucune autorité légale, aucun précédent historique ou danger clair ou immédiat ne justifiait la réalisation. Même John Yoo, ancien conseiller du ministre de la Justice des États-Unis John Ashcroft (2001-2005), qui défendait la légalité de la torture pendant la présidence de George W. Bush, a déclaré que le bombardement de ces bateaux était potentiellement illégal, même s'ils étaient occupés par des narcotrafiquants, ce qui n'a pas été prouvé.

Interpellé le 6 septembre, sur le réseau social X, sur la légalité de l'intervention et sur le fait que *«tuer les citoyens d'une autre nation qui sont des civils sans aucune procédure régulière est qualifié de crime de guerre»*, J.D. Vance a répondu: *«Je n'en ai rien à foutre.»*

Soulignons que le vice-président américain a dépeint les militaires américains qui ont coulé les bateaux comme des gens à la gâchette facile, capables de confondre un bateau de pêche avec un navire rempli de stupéfiants et n'ayant pas le moindre scrupule à le faire.

Enfin, il est certainement faux de dire –comme il l'a fait le 17 septembre– que le trafic de drogue a depuis cessé au large des côtes états-uniennes, tant les criminels ont été terrifiés à l'idée d'être la cible de ce type de tirs. Surtout que cela intervient quelques semaines après que les garde-côtes états-uniens ont fait la plus belle prise de drogue de leur histoire, le 25 août –avec 34,5 tonnes, d'une valeur de 473 millions de dollars représentant 23 millions de doses mortelles– au cours de dix-neuf interceptions en mer des Caraïbes et dans l'est de l'océan Pacifique.

Pour ce faire, les garde-côtes américains n'ont tué personne. Ils ont arrêté les bateaux (parfois en tirant dans le moteur), puis les ont abordés avant d'arrêter les trafiquants. C'est ainsi qu'ils interceptent le trafic de drogue depuis des dizaines d'années. En 2022, l'année la plus récente pour laquelle nous disposons de données complètes, ils ont saisi 150 tonnes de stupéfiants de cette manière.

Les commentaires de J.D. Vance n'ont fait que surenchérir sur ceux du secrétaire à la Défense Pete Hegseth, se félicitant, le 4 septembre devant la presse, du bombardement du premier bateau qui a causé la mort des onze personnes à son bord, au large du Venezuela.

Dans la même ambiance festive, Pete Hegseth a pratiquement bondi de joie, le 5 septembre, lorsque Donald Trump a annoncé le changement de nom du département de la Défense, qui devient le département de la Guerre. *«On devient offensif, plus seulement défensif!»,* s'est-il réjoui, *«Un maximum de létalité, pas de la tiède légalité! La violence du choc oui, le politiquement correct non!»,* a-t-il poursuivi. Slate.fr 24 septembre 2025

Lu.

Lorsque Trump a répété les affirmations de propagande invraisemblables que Kellogg avait faites, c'était par pur sarcasme. Trump sait que *«chercher une défaite décisive de la Russie est un objectif pratiquement impossible qui présente des risques graves et injustifiés»*.

Il a utilisé le sarcasme pour se débarrasser des autres actions concernant l'Ukraine. Cela le soulage également de la pression pour poursuivre les pourparlers avec la Russie.

Il a fallu deux jours au New York Times pour le reconnaître (archivé) :

«Mais grattez la surface, et un désir plus profond semblait enfoui dans le revirement de Trump lors des réunions de l'ONU à New York cette semaine. Trump semble vouloir se débarrasser du conflit ukrainien, après avoir échoué à amener le président Vladimir V. Poutine à la table des négociations, et que ses possibilités d'agir en tant que médiateur entre les deux parties belligérantes diminuent».

La déclaration de Trump n'était pas, comme le prétend le *NY Times*, un «revirement». En substance, il dit qu'il continuera à vendre des armes à l'Europe, mais c'est tout ce qu'il va faire, du moins ouvertement. Il n'y aura pas de nouvelle aide américaine à l'Ukraine et aucune force américaine ne viendra à son secours.

Dans les coulisses, les États-Unis feront bien sûr de leur mieux pour garder le contrôle du conflit. L'OTAN, sous le contrôle total des États-Unis, continuera de pousser les imbéciles européens vers une implication toujours plus profonde dans la guerre. Les services de renseignement américains continueront d'aider l'Ukraine à cibler les troupes russes et peut-être même des cibles en Russie (traduction automatique) :

«Le président américain Donald Trump a reçu des informations sur une «offensive planifiée» des forces armées ukrainiennes, qui nécessitera des renseignements des États-Unis.

Ceci est rapporté par le journal économique américain The Wall Street Journal.

Dans le même temps, la publication note que, malgré le changement de rhétorique concernant la Russie, le président américain refuse toujours d'autoriser des frappes profondes sur le territoire de la Fédération de Russie avec les armes de son pays».

Rien n'est nouveau dans cette politique.

Le «revirement» de Trump n'en est donc pas un. Son annonce est une continuation de sa politique. Dans le *Washington Post* d'aujourd'hui, un «haut responsable de la Maison-Blanche» le confirme (archivé) :

«La rhétorique furieuse du président Donald Trump envers la Russie est «une tactique de négociation» destinée à faire pression sur le Kremlin, a déclaré mercredi un haut responsable de la Maison-Blanche, un jour après que le président a stupéfié les décideurs mondiaux et ravi les dirigeants ukrainiens en embrassant les ambitions de Kiev pour une défaite décisive de la Russie. (...)

Trump ne signalait pas un changement majeur dans la politique américaine à l'égard de Kiev lors d'une journée à l'Assemblée générale des Nations unies au cours de laquelle il a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky, a déclaré le responsable...»

Russie.

A l'ONU, Sergueï Lavrov met en garde contre toute attaque contre la Russie - France 24 28 septembre 2025

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a mis en garde les puissances de l'Otan qui envisagent de répondre aux incursions présumées de la Russie sur leur territoire, samedi 27 septembre à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU.

"La Russie est presque accusée de planifier une attaque contre les pays de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne", a déclaré le chef de la diplomatie russe.

«La Russie n'a jamais eu et n'a aucune intention d'attaquer des pays européens ou de l'OTAN, a-t-il soutenu. Toutefois, toute agression contre mon pays entraînera une réponse décisive. Il ne devrait y avoir aucun doute à ce sujet parmi les membres de l'OTAN et de l'Union européenne.»

La Russie a nié que ses avions aient pénétré dans l'espace aérien estonien et a affirmé que les drones ne visaient pas la Pologne.

Donald Trump a jugé mardi que les pays de l'Otan devaient abattre les appareils russes violant leur espace aérien.

Lors d'une conférence de presse tenue peu après son discours, Sergueï Lavrov a insisté: *"Si l'on tente d'abattre un engin volant, quel qu'il soit, au-dessus de notre territoire, dans notre espace aérien, alors je pense que les gens le regretteront profondément".*

Malgré cela, Sergueï Lavrov a loué samedi la position de Donald Trump. Selon lui, l'administration américaine actuelle recherche *"des moyens pour résoudre de manière réaliste la crise ukrainienne",*

et montre "le désir développer une coopération pragmatique sans adopter une position idéologique".

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé samedi que l'Ukraine avait reçu d'Israël un système antiaérien Patriot, un armement de fabrication américaine coûteux et essentiel pour repousser les attaques de missiles russes visant le pays.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé samedi que l'Ukraine avait reçu d'Israël un système antiaérien Patriot, un armement de fabrication américaine coûteux et essentiel pour repousser les attaques de missiles russes visant le pays.

Ukraine.

Kiev recrute des terroristes en Afrique, affirme le vice-ministre russe des Affaires étrangères - RT 24 sept. 2025

Le régime de Kiev recrute des membres d'organisations terroristes internationales pour participer aux combats aux côtés des forces armées ukrainiennes, a déclaré Dmitri Lioubinski, vice-ministre russe des Affaires étrangères, dans une interview accordée à RIA Novosti. Les autorités ukrainiennes utilisent également des « *méthodes terroristes* » contre la population civile russe.

Selon Lioubinski, l'Ukraine apporte son soutien à des groupes terroristes, « *notamment dans la région du Sahara-Sahel en Afrique* ».

Le 21 septembre, un représentant des séparatistes maliens de l'Azawad a admis dans une interview accordée à TV5 Monde que son mouvement entretenait de bonnes relations avec l'Ukraine, ainsi qu'avec la France.

Moscou a rapporté à plusieurs reprises que Kiev soutenait les terroristes dans les pays africains. En juin dernier, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré que les autorités ukrainiennes avaient ouvert un « *deuxième front* » en soutenant des groupes armés au Sahel afin de compenser leurs reculs militaires. Elle a condamné l'Occident pour son silence et sa complicité.

Colombie.

J-C – On se doit de soutenir tout acteur politique qui s'oppose à la politique de l'impérialisme américain ou à Trump, même s'il est social-démocrate.

Petro à l'ONU : La politique antidrogue des États-Unis est pour dominer les peuples du Sud - telesurtv.net 23 septembre 2025

Petro a démonté le récit américain de lutte contre le trafic de drogue et a demandé l'ouverture d'une procédure pénale contre Donald Trump et les fonctionnaires qui ont ordonné d'attaquer des bateaux dans la mer des Caraïbes.

Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a prononcé un discours vigoureux dans lequel il a démonté le récit états-unien sur la lutte contre le trafic de stupéfiants, affirmant que celui-ci a pour objectif d'assujettir les peuples d'Amérique latine. *«La politique antidrogue n'a pas pour but d'arrêter la cocaïne qui arrive aux États-Unis ; la politique antidrogue vise à dominer les peuples du Sud en général»*, a déclaré le mandataire lors de la 80ème session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Au cours de son intervention, le dignitaire a demandé l'ouverture de poursuites judiciaires contre Donald Trump et les fonctionnaires états-uniens qui ont ordonné les assassinats de jeunes gens se trouvant à bord d'embarcations dans la mer des Caraïbes, dans le cadre d'un déploiement militaire censé lutter contre le narcotrafic.

Gustavo Petro a souligné que *«ces jeunes n'étaient pas des trafiquants de drogue, mais de simples jeunes Latino-Américains pauvres sans alternative. Les narcotrafiquants, eux, vivent ailleurs, et non en Amérique latine»*. En contrepoint de ces actions qui violent le droit international, et en référence à la récente décertification de la Colombie, Petro a fait valoir que les années 2023 et 2024 – sous sa présidence – ont été marquées par les saisies de cocaïne les plus importantes. Il a en outre précisé que plus de 700 barons de la drogue avaient été extradés vers l'Europe et les États-Unis.

«La cocaïne a été saisie par mon gouvernement, et nous n'avons tiré aucun missile, nous n'avons assassiné aucun jeune», a-t-il déclaré. Le chef de l'État colombien a rejeté l'idée que *«les missiles dans les Caraïbes visaient à intercepter la drogue»*. *«C'est un mensonge»*, a-t-il insisté.

À cet égard, il a martelé : *«J'ignore si Trump sait que sa politique étrangère à l'égard de la Colombie, du Venezuela et des Caraïbes est conseillée par des Colombiens alliés politiques de la mafia de la cocaïne. J'ai moi-même nommé dénoncé ces hommes politiques liés au paramilitarisme narcotrafiquant»*.

Il a poursuivi en affirmant : *«Je m'exprime devant vous en tant que président décertifié par le président Trump lui-même. Il entend contraindre des dizaines de milliers de paysans depuis le gouvernement des États-Unis, lequel est sous l'influence de politiciens colombiens corrompus et mafieux»*.

Des centaines de paysans ont été massacrés, comme on massacre les enfants à Gaza, a averti Petro, en rappelant que les massacres ont été perpétrés en Colombie par des politiciens ayant des charges de sénateurs, présidents, ministres liés et soudoyés par la mafia colombienne ainsi que leurs alliés de l'extrême droite en Floride, aux États-Unis et, maintenant, au gouvernement de Trump.

Le mandataire a vivement attaqué son homologue américain, alors que des fonctionnaires de la Maison-Blanche quittaient la session en signe de protestation : *«Trump ne se contente pas de laisser tomber des missiles sur les jeunes des Caraïbes. Il ne se contente pas d'emprisonner et d'enchaîner les migrants, mais il permet que soient lancés des missiles contre des enfants, des jeunes, des femmes et des vieux à Gaza. Il se rend complice d'un génocide parce que c'est un génocide et il faut le crier encore et encore»*.

Face à cela, Petro a condamné la complicité de la communauté internationale : *«Cette enceinte est le témoin muet et complice d'un génocide dans le monde d'aujourd'hui, alors que nous croyions que c'était l'apanage de Hitler. Trump ne parle pas de démocratie, il ne parle pas de crise climatique, il ne parle pas de vie, il ne fait que menacer et tuer et laisser tuer des dizaines de milliers de personnes»*.

Colombie et lutte contre le trafic de drogue

Par ailleurs, le dignitaire colombien a mis en avant sa politique de substitution volontaire des cultures de feuille de coca et l'a contrastée avec les mesures des gouvernements précédents qui cherchaient à «*l'éradiquer de force avec du glyphosate et par la force contre les paysans*». «*J'ai changé la guerre contre les drogues, violente et ratée, par la politique anti-trafic de drogue. Ce qui est différent (...) La politique antidrogue n'est pas pour contrôler la drogue qui arrive aux États-Unis. Regardez le pouvoir et la domination*», a précisé le mandataire. Selon le chef de l'État, son gouvernement, décertifié par les États-Unis, a réussi à réduire de 40% le taux de croissance des cultures de feuille de coca, par rapport au gouvernement précédent d'Iván Duque, à qui la certification n'a jamais été retirée parce qu'*«il avait un financeur narcotrafiquant dans sa campagne»*.

En affirmant que «*la politique antidrogue n'est pas pour la santé publique de la société mais pour la politique du pouvoir*», Petro a insisté sur le fait que les États-Unis «*ne veulent pas que la lumière soit faite en Amérique latine et que revienne l'heure des peuples*».

Le Fentanyl

Gustavo Petro a en outre indiqué que les cartels et les groupes criminels passent des accords avec l'Administration de Contrôle des Drogues (DEA) des États-Unis, pour trafiquer en Afrique, en Europe, en Russie ou en Chine, mais pas dans le pays nordique. Le chef de l'État colombien a alerté que les consommateurs américains sont passés à «*la drogue mortelle de l'humanité en temps d'extinction : le fentanyl*».

«*Le fentanyl est produit dans l'appareil industriel des États-Unis*», a précisé Petro. «*La consommation propre américaine qui engendre le pire de ce que l'on a pu comprendre de la drogue dans l'histoire de l'humanité*» a-t-il souligné.

«*L'Amérique latine n'est pas que coca ou terroristes ou narcotrafiquants*», a-t-il affirmé, tout en mettant en avant les potentialités naturelles et industrielles de la région. De même, il a remercié les pays qui ont aidé à faire avancer les négociations pour les accords de paix : le Qatar, Cuba, le Mexique, l'État du Vatican, la Norvège, le Brésil et le Venezuela.

Les États-Unis révoquent le visa du président Petro, une nouvelle crise s'ouvre avec la Colombie - Courrier international 27 septembre 2025

«*Les dernières actions et déclarations du président Gustavo Petro ont ouvert une nouvelle crise avec les États-Unis*», résume *El País América*. Le visa du chef d'État colombien va être révoqué, a annoncé le département d'État américain. Dans un post publié le 27 septembre sur le réseau social X, il accuse Petro «*d'actions téméraires et incendiaires*», rapporte le journal hispanophone.

Petro, qui a passé quelques jours à New York dans le cadre de l'Assemblée générale de l'Onu, a participé à une manifestation «*contre Benjamin Netanyahu et la guerre à Gaza*» dans les rues de la ville, le 26 septembre, relate le quotidien colombien *El Tiempo*.

Le dirigeant de gauche rentrait à Bogota lorsque la nouvelle du département d'État américain a été publiée. À la tribune des Nations unies, plus tôt dans la semaine, Petro avait proposé une résolution visant à «*créer, avec les deux tiers des États membres, une force armée pour défendre la vie du*

peuple palestinien plus grande que celle des Etats-Unis», et exhorté les militaires américains à « *désobéir à l'ordre de Trump* » pour « *obéir à l'ordre de l'humanité* », raconte *El País América*. Une proposition qu'il a détaillée lors du rassemblement propalestinien, mégaphone en main, « *devant un auditoire attentif* », qui comptait notamment sur la présence du musicien britannique Roger Waters, décrit le journal.

Il possède également la nationalité italienne, ce qui devrait théoriquement lui permettre d'entrer sur le sol américain sans visa.

Le ministre colombien de l'Intérieur, Armando Benedetti, a critiqué la décision américaine sur X, estimant que le visa qui aurait dû être révoqué était celui du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, accusant Washington de protéger l'« *empire* » tout en s'en prenant au seul président capable de « *lui dire la vérité en face* ».

Chine.

La Chine ouvre la route polaire. Destination : Europe du Nord - destra.it 23 septembre 2025

La Chine a officialisé le premier service régulier de transport de conteneurs sur la Route maritime du Nord, reliant la Chine à l'Europe occidentale en seulement 18 jours. La société Haijie Shipping amorcera la nouvelle liaison avec un voyage inaugural à la fin du mois de septembre, déjà totalement réservé, en utilisant le porte-conteneurs Istanbul Bridge d'une capacité de 4890 EVP. L'itinéraire, baptisé « *China-Europe Arctic Express* », prévoit des départs de Qingdao, avec escales à Shanghai et Ningbo-Zhoushan, puis un transit par l'Arctique jusqu'au port britannique de Felixstowe, avec des destinations ultérieures à Rotterdam, Hambourg et Gdansk.

Le passage par l'Arctique sera saisonnier, la fenêtre d'exploitation étant limitée de juillet à novembre, jusqu'à ce que des navires de la classe supérieure des brise-glace soient disponibles, permettant d'étendre le service à l'hiver et au printemps. L'objectif est de réduire drastiquement les délais par rapport aux 28 jours habituels que dure le voyage par Suez, de capter le pic des importations européennes liées à la saison de Noël et de soulager les goulets d'étranglement dans les principaux terminaux.

Selon la compagnie, la réduction des temps de trajet permet aux fournisseurs de livrer plus rapidement, de réduire les coûts de stockage et d'accélérer les flux de capitaux. Le choix des ports européens a également été fait en fonction de la rapidité des opérations de débarquement et de manutention. Ce nouveau service représente un tournant : jusqu'à présent, les liaisons conteneurisées via l'Arctique étaient limitées à des voyages uniques entre la Chine et la Russie, tandis que la société China-Europe Arctic Express introduit un modèle plus proche des lignes régulières, avec plusieurs escales en Asie et en Europe.

L'intérêt chinois pour la route arctique est également confirmé par le lancement d'un nouveau service de surveillance satellitaire des glaces, développé par le ministère des Transports et l'Observatoire météorologique maritime de Tianjin, qui améliore la sécurité et la prévisibilité de la navigation. destra.it 23 septembre 2025

Madagascar.

J-C - Chaos ou le même mode opératoire pour déstabiliser le régime en place ou le faire tomber. Encore le même scénario et le même logo. La même instrumentalisation de la jeunesse. La même couverture médiatique généreuse. Les mêmes commanditaires à la manœuvre qu'à Maidan en Ukraine.

Madagascar: les Tananariviens défient l'interdiction et manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité - rfi.fr 25 septembre 2025

Un important dispositif de forces de l'ordre mixte a été dépêché et a quadrillé tout le centre-ville depuis 5h30 ce jeudi matin. Chaque ruelle de la capitale de Madagascar, chaque artère de la capitale permettant de rejoindre la place d'Ambohitovo, a été cernée par un très important cordon de sécurité. Impossible pour les manifestants de rallier le lieu de rassemblement.

Par petits groupes d'une centaine de personnes, les manifestants ont essayé donc de trouver une brèche, et ont rappelé aux forces de l'ordre, à chaque barrage, qu'ils manifestent pacifiquement et ont le droit d'exprimer leur mécontentement. Sur les banderoles, les pancartes, on pouvait lire : « *Laissez-nous faire entendre nos droits* », « *Stop à une vie faite de bidons jaunes et de noirceur* », « *Nous ne voulons pas de troubles, nous voulons juste nos droits* ».

« *De l'eau, de l'électricité, c'est tout ce qu'on vous demande !* », hurlait cet homme aux forces de l'ordre. « *Laissez-nous réclamer nos droits !* » Les manifestants ont brandi des drapeaux malgaches, et puis bien sûr, des drapeaux noirs, avec au centre, le logo One Piece, cette tête de mort devenue symbole des contestations anti-régime ces dernières semaines au Népal, coiffée cette fois d'un chapeau malgache.

« *On était pacifiques et on nous tire dessus !* »

Mais dès 10h45 locales, les premiers tirs de gaz lacrymogènes retentissent. Des hommes entièrement cagoulés de l'unité de la gendarmerie GSIS foncent en 4x4 blanc et tirent sur les protestataires.

Au cœur du centre-ville, un épais nuage blanc flotte sans vouloir se disperser. Les rares passants pleurent. À 15h00, heure locale, les forces de l'ordre continuent à tirer des dizaines de cartouches de gaz pour faire fuir les manifestants. « *Regardez, pleure une jeune étudiante, moi, je suis venue les mains vides, juste avec cette pancarte où j'ai écrit : "On en a marre", en malgache. On était pacifiques et on nous tire dessus ! Il faut que le monde sache ce qu'ils nous font !* »

Dans les mains d'une sexagénaire, une pancarte en carton avec écrit, « *Nous ne voulons pas de troubles, nous voulons juste nos droits* ». Elle n'avait, assure-t-elle, plus manifesté depuis 2009 : « *J'ai décidé de redescendre dans la rue parce que c'est devenu insupportable. Le mode de fonctionnement, c'est l'arbitraire, c'est la corruption, c'est le manque de transparence de nos dirigeants, et ça, ce n'est plus acceptable.* »

Selon une source hospitalière, au moins cinq personnes sont décédées. Toutes portent une trace de balle AK47. Des blessés ont aussi été recensés.

La maison d'une sénatrice proche du président en feu

En fin d'après-midi, des barrages ont été installés à presque tous les carrefours de la ville. Bennes à ordures retournées, pneus en feu. La population semble être à bout et exprime son mécontentement.

Au moins deux maisons de personnalités politiques proches du pouvoir ont été incendiées. La maison de la sénatrice Lalatiana Rakotondrazafy est en feu. Cette très proche d'Andry Rajoelina, ancienne ministre, connue pour ses sorties médiatiques pro-Rajoelina, fait partie des personnalités les plus visées par le mouvement Gen Z, qui soutient ardemment la manifestation. Ces derniers jours, son adresse ainsi que celles d'autres personnalités du pouvoir avaient été diffusées massivement sur les réseaux sociaux.

Pillages et couvre-feu décrété

À la tombée de la nuit, les pillages ont commencé. Supermarchés, centres commerciaux, banques. Les casseurs ont profité du retrait total des forces de l'ordre pour dévaliser ce qui pouvait l'être. Des départs d'incendie ont été déclarés dans plusieurs endroits de la ville. Les réseaux sociaux ont largement diffusé toutes ces scènes de vandalisme. Un couvre-feu a été décrété jusqu'à demain 5h par le préfet de la capitale.

Le vol Air France – dans lequel pourrait se trouver le président de Madagascar – a été détourné vers La Réunion ce soir, l'aéroport international d'Ivato étant cerné par des pillers. Jusqu'à présent, excepté le préfet, aucune autorité n'a fait de déclaration.

Manifestations à Madagascar: le ministre de l'Énergie limogé et les principales villes sous couvre-feu - rfi.fr 27 septembre 2025

Le mouvement de colère qui secoue Madagascar, à l'origine concentré à Antananarivo et Antsirabe s'est amplifié ce 26 septembre dans les principales villes côtières, rapporte l'un de nos correspondants à Antananarivo, Guilhem Fabry. À Diego-Suarez, dans l'extrême-nord, des centaines d'étudiants de l'université publique se sont réunis dans la matinée. Ce 26 septembre au soir, des barrages ont été érigés après une journée d'affrontements violents, au cours desquels l'hôtel des Finances a été incendié.

Des scènes de pillage y ont aussi été rapportées, comme à Tamatave et Majunga où des étudiants se sont réunis en nombre pour revendiquer leur droit à l'eau et à l'électricité. Le profil des manifestants était plus familial à Tuléar, dans le sud. Toutes ces villes sont depuis le soir du 26 septembre sous couvre-feu. Il sera renouvelé jusqu'au rétablissement de l'ordre.

À Antananarivo, les jeunes du collectif Gen Z ont prêté main forte aux victimes de pillages pour nettoyer les dégâts. La capitale, d'habitude encombrée et bruyante, était complètement déserte en fin de journée à l'approche du couvre-feu. Les écoles sont restées fermées toute la journée.

Sur les lieux de pillages dans la capitale, partout, les employés et bénévoles s'affairent pour faire disparaître les traces d'une nuit cauchemardesque, relève l'une de nos correspondants à Madagascar, Sarah Tétaud. Cette libraire est sous le choc. « *On n'a plus les mots, on ne s'y attendait pas, sinon on aurait mis de côté. Tout est saccagé, il ne reste que 10% des livres. C'est dur. En plus ce n'est pas la première fois. En 2009, on a déjà subi ça aussi* ».

Balais à la main, à ses côtés, son mari explique : « *Si les forces de l'ordre avaient laissé les manifestants s'exprimer sur la place de la démocratie, on n'en serait pas là. À cause de la pauvreté,*

du manque d'éducation, il y a la frustration qui s'est accumulée. Certains ont voulu exprimer leurs idées pacifiquement. D'autres ont voulu manifester par la violence, et bien sûr, il y a eu les profiteurs et les bandes organisées ».

Extension de la colère

Si dans certains quartiers de la capitale, les pillages ont perduré toute la journée, dans le reste du pays, les manifestations de colère ont aussi pris de l'ampleur. C'est à Diego-Suarez que les affrontements entre forces l'ordre et population ont été les plus violents comme le raconte Geoffrey, un habitant.

« En voyant ce qui se passait à Tana, on savait qu'on aurait droit à une flambée des prix et on a commencé à tous faire des provisions. D'un coup est arrivée la gendarmerie. J'ai vu la foule de manifestants mettre des débris sur la route pour créer des barrages. Dès 10h, les coups de feu ont retenti dans la ville. Les étudiants ont porté leur camarade décédé, tué par balles réelles par les forces de l'ordre à travers la ville. Ils étaient très nombreux, je pense, plus de 2 000 personnes. Ils l'ont apporté jusqu'à la résidence du gouverneur de la région Diana. Ils l'ont posé devant avec des pancartes où il était écrit "nous voulons de l'eau", "nous voulons de l'électricité", "nous ne voulons plus de corruption". On en parle moins qu'à Tana, mais depuis des semaines, il fait noir, jour et nuit à Diego. Et aucune solution n'est apportée. Ce qui fait que le ras-le-bol est vraiment là ».

Réaction du président malgache

Le Président Andry Rajoelina s'est adressé à la nation le soir du 26 septembre pour appeler au calme. Il s'est dit prêt à écouter les jeunes mobilisés pour trouver des solutions au délestage et à la pénurie d'eau. Il a affirmé déplorer la récupération politique du mouvement pacifique des jeunes. Selon le président Rajoelina, *« des mercenaires ont été payés pour piller et semer le trouble dans la capitale, à la suite d'incitations manifestes à la haine et à la violence relayées quelques jours plus tôt par les meneurs de l'opposition sur les réseaux sociaux »*. Au cours de cette intervention de huit minutes, il a qualifié les violences des derniers jours d'actes de déstabilisation, évoquant même *« une forme de coup d'État »*. Il a aussi annoncé le limogeage de son ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, jugé incompétent. rfi.fr 27 septembre 2025

En complément.

<https://swentr.site/india/625241-curfew-ladakh-violent-clashes/>